



Monsieur le Premier ministre
François BAYROU
Hôtel Matignon
57 rue de Varenne
75007 PARIS

Objet : Lettre des Clubs de la presse régionaux

Monsieur le Premier ministre,

Les Clubs de la Presse en région unissent leur voix pour déclarer leur vive inquiétude quant aux mesures budgétaires qui impactent durement les dispositifs Pass culture et Services civiques. Nos entités déplorent ces remises en cause quelque peu brutales et plus encore leurs effets à venir, assurément délétères pour la cohésion sociale de nos territoires. En l'état, ces coups de rabots viendraient non seulement fortement déstabiliser la vie associative et culturelle de notre pays dans son ensemble, mais aussi mettre à mal le travail de fond réalisé par nos associations dans l'éducation aux médias.

Nous souhaitons pouvoir compter sur le maintien de moyens, sinon leur progression, pour poursuivre en toute indépendance notre mission d'intérêt général, au service d'une information libre et démocratique.

Le gouvernement vient de décider, coup sur coup, de geler les engagements de l'État pour les contrats des jeunes en Service civique à partir du 1er février 2025. Il gèle de même la part du Pass culture pour les activités collectives, notamment celles organisées dans le cadre des activités scolaires et périscolaires.

Cette double décision va remettre en cause les projets personnels de jeunes qui avaient trouvé, par le biais de ces financements, une opportunité de se cultiver et d'accéder à un début d'engagement professionnel.

Cette décision brutale interroge sur ce que vaut aujourd'hui la parole de l'État. Comment croire en la parole donnée si, au plus haut de nos institutions, cette parole est reprise et non tenue ?

Comment éviter une telle décrédibilisation de l'action publique alors même que nos concitoyens et concitoyennes doutent plus que jamais du bien-fondé du modèle démocratique qui est le nôtre ?

Ce sont des milliers d'associations qui valorisent le Pass Culture et les services civiques qui sont déstabilisés.

Les Clubs de la presse de l'Hexagone s'élèvent contre de telles décisions.

Ajoutons que ces remises en cause budgétaires ne font que s'ajouter aux suppressions de crédits qui touchent les collectivités locales – communes, départements, régions. Contraintes, elles aussi, de faire des économies, elles réduisent ou annulent les financements aux associations.

Par ce double phénomène de réduction des crédits, les associations risquent l'asphyxie et se retrouvent au bord de la faillite. Des pans entiers de l'économie sociale et solidaire sont aujourd'hui en grand danger.

Face à ce risque considérable de voir se réduire comme peau de chagrin le précieux maillage associatif de notre pays, les Clubs de la presse de l'Hexagone et leurs partenaires en région appellent aux pouvoirs publics pour mettre un terme à cette spirale destructrice.

Dominique ANTONI,
Président du Club de la presse Occitanie



Clubs de la presse signataires :

- Club de la presse Occitanie
- Club de la presse de Bretagne
- Club de la Presse Méditerranée 06
- Club de la Presse du Var
- Club de la Presse Hauts-de-France
- Club de la presse et de la communication du Gard
- Club de la presse de Bordeaux Nouvelle-Aquitaine
- Club de la presse de Strasbourg Europe
- Club de la Presse du Périgord
- Club de la Presse et de la Communication de Normandie
- Press Club de France
- Club de la Presse Nantes Atlantique